

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DU PAS-DE-CALAIS

« UDAF 62 »

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901
16 BOULEVARD CARNOT
62000 ARRAS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DU PAS-DE-CALAIS
« UDAF 62 »

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901
16 BOULEVARD CARNOT
62000 ARRAS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée Générale de l'Association UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DU PAS-DE-CALAIS « UDAF 62 »,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DU PAS-DE-CALAIS « UDAF 62 » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant, constitutif d'un changement de méthode comptable, exposé pages 13 et 14 de l'annexe des comptes annuels au chapitre des règles et méthodes comptables. Cette note relate les changements de comptabilisation et de présentation relatifs à la première application du règlement ANC n°2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration arrêté le 4 avril 2025 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les

informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces

informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à WASQUEHAL, le 27 mai 2026
Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO NORD AUDIT

HUBERT LEPERS



Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
	Autres immobilisations incorporelles	24 492	17 753	6 739	11 637
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	88 375		88 375	88 375
	Constructions	1 121 994	924 279	197 715	221 217
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	152 715	129 964	22 751	30 334
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
ACTIF CIRCULANT	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	1 200		1 200	1 200
	TOTAL (II)	1 388 776	1 071 996	316 779	352 763
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et autres approvisionnements	10 563		10 563	11 831
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises	325		325	913
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	13 813		13 813	13 151
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 036 047		1 036 047	486 035
	Charges constatées d'avance	5 404		5 404	4 551
COMPTES DE REGULARISATION	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	1 368 186		1 368 186	1 166 976
	TOTAL (III)	2 434 338		2 434 338	1 683 456
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation				
	Actif (VII)				
TOTAL ACTIF (I à VII)		3 823 113	1 071 996	2 751 117	2 036 219
(1) dont immobilisations financières à moins d'un an					
(2) dont créances à plus d'un an					

Bilan Passif

		Règlement ANC 2022-06	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise			
	Fonds propres statutaires			
	Fonds propres complémentaires		342 989	342 989
	Fonds propres avec droit de reprise			
	Fonds propres statutaires			
	Fonds propres complémentaires			
	Ecarts de réévaluation			
	Réserves			
	Réserves statutaires ou contractuelles			
	Réserves pour projet de l'entité			
FONDS PROPRES	Autres			
	Report à nouveau		1 253 821	1 264 851
	Excédent ou déficit de l'exercice		3 542	(11 029)
	Total des fonds propres (situation nette)		1 600 352	1 596 810
	Fonds propres consommables			
	Subventions d'investissement		1 238	3 253
	Provisions réglementées			
	Total des autres fonds propres		1 238	3 253
	Total des fonds propres		1 601 590	1 600 064
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations			
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation			
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes			
Fonds reportés et dédiés	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public			
	Total des fonds reportés et dédiés			
Provisions	Provisions pour risques		3 664	3 664
	Provisions pour charges		57 948	50 142
	Total des provisions		61 612	53 806
DETTES	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		73	73
	Emprunts et dettes financières divers (2)		900	400
	Instruments financiers à terme			
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		41 732	28 929
	Dettes des legs ou donations			
	Dettes fiscales et sociales		941 446	215 790
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
DETTES	Autres dettes		103 764	137 157
	Produits constatés d'avance			
	Total des dettes (1)		1 087 915	382 349
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif			
	TOTAL PASSIF		2 751 117	2 036 219
	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		1 087 915	382 349
	(2) Dont emprunts participatifs			

Compte de Résultat

1/2

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	1 884	1 947
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	1 184	1 096
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	44 007	42 266
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	1 587 952	1 594 235
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	15 020	
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		24 608
	Utilisations des fonds dédiés		
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	30 804	15 729
Total des produits d'exploitation		1 680 851	1 679 881
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	768	1 211
	Variation de stocks	588	(136)
	Achats de matières premières et autres approvisionnements	2 074	6 415
	Variation de stocks	1 268	(607)
	Autres achats et charges externes	280 644	277 602
	Aides financières	70 350	70 451
	Impôts, taxes et versements assimilés	88 922	92 248
	Salaires	838 841	873 101
	Cotisations sociales	343 796	326 283
	Dotation aux amortissements et dépréciations	42 861	45 601
	Dotation aux provisions	7 806	4 291
	Reports en fonds dédiés		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	1 234	6
Total des charges d'exploitation		1 679 153	1 696 467
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 698	(16 586)

Compte de Résultat

2/2

		Règlement ANC 2022-06	31/12/2025	31/12/2024
RESULTAT D'EXPLOITATION			1 698	(16 586)
PRODUITS FINANCIERS	De participation			
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		1 844	2 489
	Autres intérêts et produits assimilés			
	Reprises sur dépréciations et provisions			
	Différences positives de change			
	Produits des immobilisations financières cédées			
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie			
Total des produits financiers			1 844	2 489
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
	Intérêts et charges assimilées			
	Différences négatives de change			
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées			
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie			
Total des charges financières				
RESULTAT FINANCIER			1 844	2 489
RESULTAT COURANT avant impôts			3 542	(14 096)
	Produits exceptionnels			3 067
	Charges exceptionnelles			
RESULTAT EXCEPTIONNEL				3 067
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices				
TOTAL DES PRODUITS			1 682 695	1 685 437
TOTAL DES CHARGES			1 679 153	1 696 467
EXCEDENT ou DEFICIT			3 542	(11 029)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature			7 726	20 234
Bénévolat			29 371	26 228
TOTAL			37 096	46 462
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens			7 726	20 234
Prestations				
Personnel bénévole			29 371	26 228
TOTAL			37 096	46 462

Règles et Méthodes Comptables

L'UDAF a pour objet, sur le plan départemental, de représenter les familles, d'agir dans l'intérêt des familles, de donner son avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familiale et de réaliser les missions confiées par les pouvoirs publics concernant les familles.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration le 10/04/2026.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 751 117** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 1 682 695** euros et un total **charges de 1 679 153** euros, dégageant ainsi un **résultat de 3 542** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Sur les comptes clos au 31/12/2020, l'UDAF a appliqué le nouveau plan comptable associatif ANC 2018-06.

Il a été fait application des dispositions particulières résultant de règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 de l'ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation n'a été apporté.

Les comptes sont présentés par le nouveau PCG 2022-06 dans les méthodes de présentation.

Les comptes N-1 (31/12/2024) présentés n'ont pas fait l'objet d'une modification.

Il est repris, ci-après, un tableau permettant de donner une information pertinente et nécessaire à la compréhension de l'impact des changements de présentation. La colonne « 31/12/2024 selon présentation ANC 2022-06 » indique les soldes N-1 (31/12/2024) qui auraient été présentés en N-1

Règles et Méthodes Comptables

si les comptes avaient été arrêtés et publiés avec le nouveau format et ceux en comparaison aux comptes annuels N-1 qui ont été certifiés et présentés (de la colonne 31/12/2024 présenté).

COMPTE	LIBELLE	31/12/2025	31/12/2024 selon présentation ANC 2022-06	31/12/2024 présenté
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 697,85	- 13 518,27	- 16 585,64
Total des produits d'exploitation		1 680 850,60	1 667 539,75	1 679 880,88
Produits de tiers financeurs		1 602 971,62	1 597 302,52	1 594 235,15
	Concours publics et subventions	1 587 951,62	1 597 302,52	1 594 235,15
	740000 Subventions			1 594 235,15
	741000 Subventions	1 585 936,18	1 594 235,15	
	747000 Quote-part viré au résultat	2 015,44	3 067,37	
Autres produits d'exploitations		30 803,64	24 928,18	40 336,68
	Reprise sur amortissement et prov. transfert de charge	-	-	24 607,50
	791000 Rbst formation			2 650,08
	791110 Rbst prévoyance			15 408,50
	791130 Prise en charge Unaf			2 647,82
	791160 Rbst assurance			3 901,10
	Autres Produits	30803,64	24 928,18	15729,18
	752000 Indemnité occupation	14175,71	14 096,96	14 096,96
	758000 Prod. divers de gestion courante	4679,5	1 632,22	1 632,22
	758200 Prise en charge Unaf	3988,48	2 647,82	
	758410 Rbst Formation	7959,95	2 650,08	
	758700 Rbt sinistre assurance	-	3 901,10	
Total des Charges d'exploitation		1 679 152,75	1 681 058,02	1 696 466,52
	Cotisations sociales	345 964,85	310 874,35	326 282,85
	649200 Rbst prévoyance	2 335,44	15 408,50	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		-	-	3 067,37
Produits exceptionnels		-	-	3 067,37
	777000 Quote-part viré au résultat			3 067,37
Charges exceptionnelles		-	-	-

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de

Règles et Méthodes Comptables

production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

L'amortissement a été calculé sur la durée normale d'utilisation des biens sur le mode linéaire.

Autres immobilisations incorporelles	5 ans
Constructions	20 ans
Agencement et aménagement des constructions	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 4 ans
Mobilier	3 à 10 ans
Terrain	Non amortissable

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Annexe libre

Événements marquants survenus au cours de l'exercice 2025

Cadre conventionnel et évolution des financements publics

L'exercice 2025 s'inscrit dans une phase de consolidation du cadre conventionnel de l'Udaf 62. Les produits d'exploitation atteignent 1 680 851 €, en quasi-stabilité par rapport à l'exercice précédent (1 679 881 €). Cette stabilité globale recouvre des évolutions contrastées : la non-reconduction de certains financements spécifiques a été partiellement compensée par la progression des ressources propres et par la hausse de certaines subventions publiques.

La Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais maintient sa participation au financement du service de Médiation Familiale à hauteur de 901 460 €, dans le cadre de la prestation de service couvrant la période 2024-2026 pour 15 ETP. Ce financement constitue la principale ressource de l'association et s'inscrit dans un cadre conventionnel pluriannuel stabilisé.

Le Fonds Spécial UNAF-Part 2, dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2026 (Ateliers de parole d'enfants de parents séparés, Lire et Faire Lire / Lire Ensemble, Point Conseil Budget), s'établit à 64 996 €, en progression par rapport à l'exercice précédent (60 387 €). Cette évolution est liée aux critères d'éligibilité et à la dynamique de l'exercice en cours.

Le Conseil Départemental du Pas-de-Calais a procédé à des ajustements de ses lignes de financement au 1er janvier 2025, se traduisant par une réduction de certaines subventions spécifiques. Le financement du Conseil Départemental s'établit désormais à 20 000 € au titre du fonctionnement de la structure et de la médaille de l'enfance et des familles. L'Udaf 62 poursuit le dialogue partenarial avec le Conseil Départemental dans le cadre de l'évolution de ses dispositifs d'intervention.

La subvention DREETS au titre du service SISTF s'élève à 64 561 €, en légère progression. Le financement Point Conseil Budget s'établit à 84 270 €, complété par une dotation Action Logement de 3 875 €.

L'Udaf 62 a par ailleurs bénéficié d'un don de la Fondation Crédit Agricole pour l'action Lire et faire lire, pour un montant de 15 020 €, ressource absente de l'exercice 2024. Cette contribution illustre la diversification progressive des sources de financement de l'association.

Politique salariale et ressources humaines

Les charges de personnel - salaires bruts et cotisations sociales - représentent 70,43 % des charges d'exploitation totales, pour un montant agrégé de 1 182 637 €. Les salaires bruts s'établissent à 825 450 €, en légère réduction par rapport à la masse salariale consolidée de 2024, traduisant une stabilisation des effectifs.

Observation - Versement mobilité

L'examen des cotisations sociales fait apparaître une progression des cotisations URSSAF de +9,05 % (238 167 €), significativement supérieure à ce qu'expliquerait la seule évolution de la masse salariale. Cette progression est attribuée à l'application du versement mobilité par l'URSSAF Nord-Pas-de-Calais.

Or, conformément à l'article L. 2333-70 du Code général des collectivités territoriales et aux circulaires

Annexe libre

URSSAF applicables, les associations familiales reconnues d'utilité publique dont l'activité principale relève de l'intérêt général non lucratif bénéficient d'une exonération de plein droit de cette contribution. L'Udaf 62, en sa qualité d'union départementale des associations familiales, entre dans le champ de cette exonération.

L'Udaf 62 a engagé une procédure de réclamation auprès de l'URSSAF Nord-Pas-de-Calais aux fins d'obtenir la reconnaissance de son exonération et le remboursement des sommes indûment perçues. Cette créance, dont l'issue est conditionnelle, n'est pas comptabilisée dans les comptes de l'exercice 2025 par application du principe de prudence. Elle fera l'objet d'un enregistrement lors de sa notification définitive.

Infrastructure, gestion courante et investissements

Les locations immobilières à Boulogne-sur-Mer génèrent sur 2025 une charge locative annuelle complète de 7 200 € (contre 5 400 € en 2024). Cette implantation renforce la couverture géographique du service de Médiation Familiale sur le ressort du Tribunal Judiciaire de Boulogne-sur-Mer.

Les charges de maintenance informatique progressent de 4,80 % (22 372 €), traduisant l'extension du périmètre des équipements sous contrat. Les charges énergétiques présentent une évolution contrastée : les charges de gaz progressent (+34,31 %, à 10 982 €), tandis que les charges d'électricité diminuent sur le site principal (-15,70 %, à 5 174 €). Les frais de déplacements kilométriques salariés s'établissent à 49 430 € (-4,21 %).

Un effort notable est constaté en matière de formation professionnelle : les dépenses de formation des médiateurs familiaux atteignent 4 546 € (contre 1 836 € en 2024), témoignant d'un investissement soutenu dans le développement des compétences. Des remboursements de formation ont par ailleurs été obtenus à hauteur de 7 960 €.

Continuité d'exploitation

L'Udaf 62 présente un résultat positif de +3 542 € à l'issue de l'exercice 2025, après un résultat déficitaire de -11 029 € en 2024. Cette amélioration s'appuie sur la progression des ressources propres (participations des médiés +16,4 %, don fondation 15 020 €, remboursements de formation 7 960 €), la maîtrise des charges de personnel et de déplacements, et le maintien des conventions pluriannuelles en cours.

La Direction identifie plusieurs axes de vigilance pour les exercices à venir : l'évolution des équilibres de financement public et l'issue de la procédure URSSAF en cours. Ces éléments font l'objet d'un suivi régulier par le Conseil d'administration.

À la date d'arrêté des états financiers, l'Udaf 62 n'a pas connaissance d'incertitudes significatives remettant en cause sa capacité à poursuivre son exploitation. L'ensemble des éléments examinés - maintien des conventions en cours, niveau de trésorerie, engagement des financeurs publics, démarches correctives engagées - conduit l'Udaf 62 à retenir la continuité d'exploitation.

Événements postérieurs à la clôture

- **Réclamation URSSAF relative au versement mobilité** : la procédure engagée après la clôture n'a pas

Annexe libre

encore donné lieu à notification. Son issue ne peut être préjugée à ce stade. En cas de décision favorable, elle générerait un produit exceptionnel sur l'exercice de notification.

- **Dialogue partenarial** : des démarches sont en cours auprès de partenaires institutionnels et opérationnels en vue d'une consolidation des ressources pour l'exercice 2026.
- **Risque énergétique** : les tensions persistantes sur les marchés de l'énergie maintiennent une pression sur les charges de fonctionnement. La Direction reste vigilante quant à l'évolution de ces postes, dans un contexte où leur indexation sur les conventions de financement public n'est pas systématiquement garantie.
- **Risque sur les coûts des fournitures** : les perturbations des chaînes d'approvisionnement se traduisent par une inflation persistante sur les fournitures courantes et les consommables.
- **Taxe d'apprentissage** : la loi n° 2026-103 du 19 février 2026 de finances pour 2026 supprime l'exonération de taxe d'apprentissage dont bénéficiaient les associations à activités non lucratives (article 135). À compter de mars 2026, l'Udaf 62 sera assujettie à cette taxe dans les conditions de droit commun. L'impact financier de cette mesure est en cours d'évaluation et sera intégré dans la construction budgétaire 2026.

Hormis ces éléments, aucun événement postérieur à la clôture susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière ou sur la lecture des comptes annuels n'a été porté à la connaissance de la Direction.

Valorisation de la mise à disposition des salles et détail

Le document comptable a été réalisé dans le but d'appuyer les contributions en lien avec la mise à disposition de salle.

Il permet de déterminer le service ayant occupé l'espace désigné.

Il définit la quantité de service, car il recense l'ensemble des prestataires de services nous ayant retournés une convention, ou non.

Il est à noter que l'évaluation de la prestation de service rendue a été comparée au prix du marché, comme suit :

- Envoi d'un courrier le 12 février 2026, auprès des divers prestataires dont nous sommes détenteur d'une convention ou non, leurs demandant le montant 2025 de la valorisation de la mise à disposition de leurs locaux.
- Dans le cadre de mise à disposition de locaux, nous devons retenir la valeur locative au m2 du marché local.

En l'état, la quantité, le coût unitaire, le coût total, dépendent des éléments nous étant retournés.

L'ensemble des éléments retournés ont été saisis, même s'ils n'indiquaient pas de valeur locative

Annexe libre

au m2 selon le marché local. (Notamment les fluides ou flux énergétiques valorisés par le CCAS de SAINS-EN-GOHELLE)

Aussi, pour parfaire ce travail, les éléments de valeur de 2022, 2023, 2024, 2025 ont été repris, dans un but de compenser le défaut de réception de documents.

Pour finir cette année, nous avons recensé dans le tableau les lieux sans conventions. Nous avons pris en base le prix bas de la location au M² sur le site "SeLoger". Et pour les bureaux ou salles nous avons pris en base un espace de 15 M² dans chacun des lieux où nous nous présentons.

La différence de valeur entre l'année 2025, et l'année 2024 s'explique par le fait que l'arrêté précisant la tarification des salles de Calais n'est plus d'actualité.

Annexe libre

ÉLÉMENTS COMPLÉMENTAIRES CONCERNANT LES RUBRIQUES CI-DESSUS

Une dotation aux provisions pour engagement retraite a été comptabilisée en fin d'exercice pour un montant de 7806 €, calculée selon la table de mortalité INSEE 2017-2019, un taux d'actualisation monétaire de 3,96 % pour un départ volontaire à l'âge légal. Cette provision figure au bilan pour un montant total de 57 942 €.

Une provision pour risque comptabilisée au 31/12/2023 concernant les congés payés pour maladie sur 2 ans est constatée pour 3 664 €.

Les aides financières à reverser inscrites au passif du bilan en autres dettes pour un montant de 103 612 € comprennent les montants en attente de reversement à la ligue de l'enseignement pour 14 750 € contre 48 350 € en 2024 et les montants en attente de reversement aux associations 22 350 pour 2025, 13 477 € pour 2024, 9 470 € pour 2023, 7 471 € pour 2022, 7 392 € pour 2021, 4 994 € pour 2020, 6 249 € pour 2019, 6 334 € pour 2018, 3 628 € au titre de 2017, 2 026 € au titre de 2016, 953 € au titre de 2015. Ces derniers montants correspondent à des sommes dues à des associations n'ayant pas fournis leur justificatif légal. De plus, nous avons un reliquat de 4 518 € au titre des années antérieures (avant 2011, 2011, 2012, 2013 et 2014).

Détail des Subventions

Compte	Financier et Activité	31/12/2025	31/12/2024	ECART
741100000	SUBV CONSEIL DEPARTEMENTAL INST	20 000,00 €	35 000,00 €	- 15 000,00 €
741110000	SUBV UNAF FONDS SPECIAL PART-1 INST	223 501,81 €	221 008,87 €	2 492,94 €
741200000	SUBV UNAF FONDS SPECIAL PART-2	64 996,07 €	60 387,27 €	4 608,80 €
741300000	SUBV CAF MEDIATION	901 460,30 €	900 174,00 €	1 286,30 €
741310000	SUBV MSA MEDIATION	15 000,00 €	15 000,00 €	- €
741320000	SUBV UNAF MEDIATION AIDANTS AIDES	16 800,00 €	18 800,00 €	- 2 000,00 €
741330000	SUBV AUTRES MEDIATION		5 000,00 €	- 5 000,00 €
741340000	SUBV CDAD MEDIATION	14 498,00 €	14 020,00 €	478,00 €
741350000	SUBV JUSTICE DOUAI MEDIATION	77 974,00 €	60 668,00 €	17 306,00 €
741400000	SUBV DREETS ISTF	64 561,00 €	63 149,46 €	1 411,54 €
741500000	SUBV CAF LIRE ET FAIRE LIRE	96 000,00 €	96 000,00 €	- €
741510000	SUBV AUTRES LIRE ET FAIRE LIRE	3 000,00 €	3 257,55 €	- 257,55 €
741600000	SUBV DDETS POINT CONSEIL BUDGET	84 270,00 €	84 270,00 €	- €
741610000	SUBV ACTION LOGEMENT PCB	3 875,00 €	2 500,00 €	1 375,00 €
741620000	SUBV CONSEIL DEPARTEMENTAL PCB		15 000,00 €	- 15 000,00 €
		1 585 936,18 €	1 594 235,15 €	- 8 298,97 €

Annexe libre

DETAILS ETAT PRODUITS A RECEVOIR

448700 ETAT PRODUITS A RECEVOIR : 1 004 546 €

SUBVENTION	UNAF PART 2	64 996
SUBVENTION	CAF MEDIATION	901 460
SUBVENTION	MSA 2024	15 000
SUBVENTION	UNAF MAA	16 000
SUBVENTION	CDAD	2 415
SUBVENTION	ACTION LOGEMENT PCB	3 875

BENEVOLAT

Conformément au règlement 2018-06 l'Udaf 62 a valorisé les heures effectuées par les bénévoles en s'appuyant sur le système de recueil des données fourni par l'Unaf et le logiciel "contribution". Les heures sont valorisées au taux horaire du SMIC auxquelles sont ajoutées les charges sociales.

Pour 2025 le nombre d'heures est de 1489 contre 1 330 en 2024.

CRISE SANITAIRE / GUERRE EN UKRAINE/ CONTEXTE GEOPOLITIQUE/GUERRE EN IRAN

Sur cet exercice, il n'y a pas d'effet majeur de ces événements sur les comptes de l'UDAF 62.

Eu égard à ces constats l'UDAF 62 estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Immobilisations

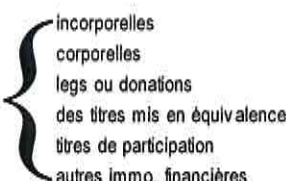

Règlement ANC 2022-06

Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	24 492					24 492
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	24 492					24 492
CORPORELLES	Terrains	88 375					88 375
	Constructions sur sol propre	1 121 994					1 121 994
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	45 129					45 129
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	100 707		6 878			107 586
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 356 205		6 878			1 363 084	
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	1 200					1 200
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 200					1 200
TOTAL		1 381 897		6 878			1 388 776

Amortissements

			Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025	
						Dotations	Diminutions		
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement								
	Donations temporaires d'usufruit								
	Autres				12 855	4 898		17 753	
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				12 855	4 898		17 753	
CORPORELLES	Terrains								
	Constructions sur sol propre				900 777	23 502		924 279	
	sur sol d'autrui								
	instal. agencement aménagement								
	Instal technique, matériel outillage industriels								
	Autres Instal., agencement, aménagement divers				36 086	3 172		39 258	
	Matériel de transport								
Matériel de bureau, mobilier				79 417	11 288		90 706		
Emballages récupérables et divers									
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES					1 016 280	37 963		1 054 243	
TOTAL						1 029 135	42 861		1 071 996

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	50 142	7 806		57 948
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	3 664			3 664
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	53 806	7 806		61 612
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations 				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		53 806	7 806		61 612
Dont dotations et reprises 			7 806		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	1 200		1 200
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	13 813	13 813	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	1 035 551	1 035 551	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	496	496	
	Charges constatées d'avance	5 404	5 404	
TOTAL DES CREANCES		1 056 464	1 055 264	1 200
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	73	73		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers	900	900		
	Fournisseurs et comptes rattachés	41 732	41 732		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	89 353	89 353		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	109 514	109 514		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	742 579	742 579		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	103 764	103 764		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		1 087 915	1 087 915		
Emprunts souscrits en cours d'exercice		900			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		400			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges à payer

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
Total des Charges à payer		168 909
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		73
BANQUE - INTERETS COURUS A PAY	73	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		24 291
FOURNISSEURS FACT NON PARVENUE	24 291	
Dettes fiscales et sociales		144 393
CONGES PAYES	89 293	
CHARGES SOCIALES S/CONGES A PA	36 142	
CHARGES SOCIALES A PAYER	7 378	
CHARGES FISCALES S/CONGES A PA	11 580	
Autres dettes		151
CLIENTS - RRR A ACCORDER	151	

Produits à recevoir

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
Total des Produits à recevoir		1 040 839
Autres créances clients USAGERS PRODUITS A RECEVOIR	4 791	4 791
Autres créances SUBVENTIONS D'EXPLOITATION ETAT - PRODUITS A RECEVOIR DIVERS A RECEVOIR	31 005 1 004 546 496	1 036 047

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			5 404
CHARGES EXTERNES		5 404	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			5 404

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

Variation des Fonds Propres

Règlement ANC 2022-06		Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise		342 989				342 989
Fonds propres avec droit de reprise						
Ecarts de réévaluation						
Réserves statutaires ou contractuelles						
Réserves pour projet de l'entité						
Autres réserves						
Report à nouveau		1 264 851	(11 029)			1 253 821
Excédent ou déficit de l'exercice		(11 029)	11 029	3 542		3 542
Situation nette		1 596 810		3 542		1 600 352
Fonds propres consommables						
Subventions d'investissement		3 253			2 015	1 238
Provisions réglementées						
TOTAL		1 600 064		3 542	2 015	1 601 590

Engagements financiers

	31/12/2025	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés Engagement Retraite		57 948	
		57 948	
Autres engagements			
Total des engagements financiers (1)		57 948	
(1) Dont concernant : Les dirigeants Les filiales Les participations Les autres entreprises liées			

Répartition des effectifs par catégorie

		31/12/2025	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Ouvriers			
	Employés, techniciens, agents de maîtrise		19	
	Cadres et ingénieurs		4	
	Autres catégories			
	TOTAL		23	

Variation des Subventions d'Investissement

	Subventions à la clôture 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2025
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	10 350		8 450	1 900
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	10 350		8 450	1 900
Quotes-parts virées au compte de résultat	7 096	2 015	8 450	662

2 015

Les subventions d'investissement sont les suivantes :

- le 28/06/2022 octroi de 1899.60 € par la CAF pour achat application et vidéo projecteur pour la Médiation familiale utilisation en 2024